

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi matin, 12 septembre 2017

Direction des finances

48 2017.RRGR.358 Motion 125-2017 Knutti (Weissenburg, UDC) Meilleure planification des affaires de crédit

N° de l'intervention: 125-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 06.06.2017
Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole)
Gschwend-Pieren (Lyssach/Oberburg, UDC)
Tanner (Ranflüh, UDF)
Burren (Lanzenhäusern, UDC)
Gerber (Dettligen, UDC)
Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)
Klopfenstein (Corgémont, UDC)
Moser (Landiswil, UDC)
Schweizer (Utzingen, UDC)
Studer (Utzenstorf, sans parti)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Oui 08.06.2017
N° d'ACE: 812/2017 du 16 août 2017
Direction: Direction des finances

Meilleure planification des affaires de crédit

Le Conseil-exécutif est chargé de planifier les affaires de crédit de sorte

1. que le délai référendaire et une éventuelle votation populaire soient pris en compte;
2. qu'aucune étape de la mise en œuvre ne soit initiée et qu'aucun argent ne soit prélevé sur le crédit à approuver avant la décision de l'organe compétent en matière financière.

Développement:

Le crédit pour l'octroi de l'aide sociale en matière d'asile n'est qu'un exemple qui, en termes de planification des affaires, met le Grand Conseil face à des mesures initiées ou à des dépenses faites avant la décision du parlement, sans parler d'une éventuelle votation populaire. Or cela sape les voies démocratiques ordinaires. Alors que les autorités communales sont tenues de planifier les affaires de sorte que les décisions des organes compétents en matière financière soient prises avant la mise en œuvre, cette exigence semble de plus en plus passer au second plan au niveau cantonal. Ce constat est d'autant plus inquiétant vu la situation financière difficile dans laquelle se trouve le canton. Dans ce contexte, le Conseil-exécutif se doit de faire preuve d'une plus grande discipline et de meilleures compétences en matière de planification.

Motivation de l'urgence: le système démocratique doit de toute urgence être respecté en ce qui concerne les affaires de crédit.

Réponse du Conseil-exécutif

Toute dépense suppose une base juridique, un crédit budgétaire et l'autorisation de l'organe compétent (art. 105 de la Constitution cantonale du 6 juin 1993¹ et art. 43, al. 1 de la loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations²). L'octroi du crédit d'engagement doit en principe intervenir avant la réalisation (art. 49, al. 3 LFP).

¹ RSB 101.1

² LFP, RSB 620.0

Les bases légales disposent qu'une autorisation de dépenses doit être demandée suffisamment tôt avant la réalisation. Dans cet esprit, aucun engagement n'est donc en principe contracté avant que l'organe compétent ait approuvé le crédit correspondant par arrêté définitif. On veille également à ce qu'aucun fond ne soit engagé avant l'expiration du délai référendaire. Au cas où un accord contractuel doit être conclu avant l'arrêté portant octroi du crédit, sa validité est subordonnée à l'approbation de l'organe compétent en matière financière.

Le respect du cadre légal ne pose en général aucun problème dans le cas des dépenses uniques. Les grands projets sont souvent précédés d'une phase d'étude de projet faisant l'objet d'une autorisation de dépenses distincte. Au moment de la réalisation du projet, le coût de cette étude est ajouté au total servant à déterminer la compétence en matière d'autorisation de dépenses (art. 45, al. 2 LFP). Cela permet de réaliser les travaux préalables nécessaires, sans avoir à contracter dès le début des engagements sur le long terme.

Le Conseil-exécutif fait toutefois remarquer qu'il serait difficile, voire impossible de tenir systématiquement compte du délai d'une éventuelle votation populaire, dans le cas notamment des projets de construction et autres projets subordonnés à d'autres (p. ex. projet de construction de route devant être coordonné avec les travaux communaux sur les conduites). Cela risquerait de retarder inutilement les projets, ce qui alourdirait les coûts. Le Conseil-exécutif est d'avis qu'il ne faut tenir compte du délai d'une éventuelle votation populaire que lorsqu'il est probable que le référendum sera saisi. Et s'il est effectivement saisi, la marche à suivre jusqu'à la votation doit être décidée rapidement.

La situation est plus complexe pour ce qui concerne les dépenses périodiques, parce que ces affaires impliquent en général des engagements contractés sur la base de contrats en cours qu'il faut remplacer, ou qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des achats de remplacement (voir aussi sur ce point la réponse du Conseil-exécutif à la M 129-2017 «Adapter les contrats de prestations à la réalité juridique»). Dans ces cas, il est important que les projets puissent se poursuivre sans interruption. Or, la durée de la procédure nécessaire à l'autorisation de dépenses relevant de la compétence financière du Grand Conseil est significative si l'on intègre le délai référendaire. Elle fait courir le risque de passer à côté d'avantages financiers, comme des prix en baisse à l'achat de matériel informatique. En matière de dépenses liées, dont la définition est plus restrictive depuis la réforme du droit parlementaire, le Grand Conseil a le pouvoir décisionnel, en particulier pour les dépenses périodiques, même dans les affaires présentant peu de marge de manœuvre. Le Conseil-exécutif estime qu'il serait problématique d'avoir à planifier aussi ces affaires en intégrant systématiquement les délais d'un référendum et d'une votation populaire éventuels.

Si le point 1 de la motion était mis en œuvre à la lettre, les crédits annuels relatifs aux TIC ne pourraient plus être traités lors de la session de novembre, comme ils le sont actuellement. Il serait plus difficile de préparer les arrêtés de dépenses correspondants suffisamment tôt, ce qui exposerait à des coûts supplémentaires.

Le crédit pour l'octroi de l'aide sociale en matière d'asile (autorisation de dépenses périodiques) évoqué dans la motion illustre bien cette problématique. Le Conseil-exécutif se permet donc de présenter cet exemple ci-après:

S'agissant des engagements courants nécessaires à l'accomplissement de la mission permanente d'hébergement et d'encadrement des requérants d'asile, la majeure partie des dépenses est refinancée par des subventions fédérales. Compte tenu du principe du montant net, seules les charges financées par le canton doivent faire l'objet d'affaires de crédit. Ce principe s'applique entre autres aussi aux dépenses d'hébergement des requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA). Le montant effectif des crédits nécessaires dans ce domaine dépend beaucoup du nombre de requérants d'asile, difficile à estimer, et de la répartition des requérants dans les différentes catégories. Ces chiffres étaient très fluctuants ces dernières années. Il est donc extrêmement difficile d'intégrer à l'avance le délai évoqué plus haut et d'estimer les besoins sur plusieurs années. Le contrat conclu jusqu'à la fin de l'année 2019 avec le prestataire de services exploitant le centre Bäregg sarl est donc un exemple typique (contrat reposant sur l'AGC 2015.POM.56). Selon les modalités de l'option d'encadrement et d'hébergement dite «spécialisée», autorisée avec l'arrêté octroyant le crédit, le prestataire de services a la compétence illimitée en matière d'hébergement des RMNA dans le canton, sans limitation du nombre de RMNA. L'Office de la population et des migrations (OPM) pensait en toute bonne foi que cette option, qui avait été autorisée plusieurs fois par le Grand Conseil, resterait acquise même en cas de variation du nombre de RMNA. Si leur nombre maximum avait été fixé à 140 dans le contrat, l'OPM aurait dû assurer autrement l'hébergement et l'encadrement à partir du 141^e RMNA, et il aurait de ce fait probablement dû faire face à des coûts

journaliers de 220 francs (hébergement en familles d'accueil), voire 500 francs (hébergement en institution), en lieu et place du forfait journalier de 171 francs. En revanche, le contrat constituait une base de planification sûre tant pour le prestataire de services, qui doit investir dans des groupes d'habitation et dans la formation de personnel, que pour l'OPM. Le prestataire de services n'aurait pas accepté le contrat s'il avait été pourvu d'une clause supplémentaire stipulant que les paiements cantonaux convenus pouvaient être réduits en vertu d'une décision parlementaire ou populaire. L'OPM aurait ainsi couru le risque de ne pas pouvoir remplir son mandat légal, ni assurer correctement la protection des RMNA selon les principes de protection de l'enfant. Sans partenaire externe, la mission serait en outre retombée sur l'OPM, qui aurait finalement dû l'accomplir au moyen d'effectifs supplémentaires.

Le financement par objet relatif aux années 2015 à 2017, rendu nécessaire par la situation exceptionnelle à laquelle le canton a été confronté en très peu de temps dans le domaine de l'asile, n'a pu être adopté par le Grand Conseil que le 1^{er} juin 2015 (AGC 2015.POM.147). Le délai référendaire a expiré le 1^{er} octobre 2015 sans avoir été utilisé. Une votation populaire n'aurait pas pu avoir lieu avant le printemps 2016. S'il avait fallu attendre la décision de l'organe compétent en matière financière pour engager la dépense, il aurait été tout bonnement impossible de maîtriser cette situation exceptionnelle à l'été 2015.

Dans le domaine de l'asile, l'OPM a aussi passé, par exemple, un contrat avec la Croix-Rouge suisse (CRS) relatif aux perspectives et aux entretiens de conseil au retour avec les personnes exécutant une peine ou placées en détention administrative et un autre, à durée indéterminée, avec l'Office de consultation sur l'asile (OCA). L'article 5, alinéa 2 de ce dernier contrat stipule en substance que le contrat est résilié à la fin de l'année si l'organe cantonal compétent en matière financière n'autorise pas les dépenses pour l'année suivante. Cette clause précise en outre que le Conseil-exécutif examine l'opportunité de verser une indemnité si le cas se présente. Le crédit en matière d'asile qui a été rejeté portait sur ces deux contrats, qui vont donc à nouveau être soumis au Grand Conseil lors de la session de novembre prochain.

En résumé, le Conseil-exécutif conclut que, conformément aux dispositions légales en vigueur, toute dépense doit sans conteste être préalablement autorisée par l'organe compétent en matière financière, l'éventualité d'une votation populaire devant être prise en compte. Il considère que ces principes sont appliqués en pratique pour autant que cela soit possible. L'obligation systématique de planifier les arrêtés du Grand Conseil en tenant compte d'une votation populaire, même improbable, poserait cependant des problèmes, en premier lieu dans le cas des dépenses périodiques. Le canton n'a aucun intérêt à accuser les retards et les coûts supplémentaires que cela entraînerait. L'article 101, alinéa 1 de la Constitution cantonale contraint les autorités à une gestion économe et efficace des finances. Il serait dans certains cas impossible de respecter cette obligation s'il fallait appliquer la présente motion à la lettre.

Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'adopter la motion, en précisant néanmoins que son application à la lettre ne lui paraît pas judicieuse pour les raisons exposées ci-avant. Estimant que l'exigence formulée est d'ores et déjà correctement mise en pratique lorsque c'est possible, il propose le classement de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Adoption et classement

La présidente. Ich begrüsse Frau Regierungsrätin Simon ganz herzlich. Wir sind bei Traktandum 48, bei der Motion für eine bessere Planung der Kreditgeschäfte. Die Regierung ist bereit, diese Motion anzunehmen und sie gleichzeitig abzuschreiben. Wir führen eine freie Debatte, und der Motionär hat das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Ich bedanke mich für die Beantwortung dieser Motion. Auslöser für diesen Vorstoss war der Asylsozialhilfekredit, den die Bevölkerung am 21. Mai mit 54,3 Prozent klar und deutlich abgelehnt hat. Wir haben in der letzten Zeit festgestellt, dass die ordentlichen Wege bei einer Kreditgenehmigung teilweise untergraben wurden, und unser demokratisches System – das ist der wichtigste Punkt – etwas darunter leidet. Als Gemeinderat habe ich in zehnjähriger Amtstätigkeit ähnliche Geschäfte behandeln müssen. In meiner Heimatgemeinde gab es solche Fälle. Wir mussten immer sehr frühzeitig planen und den Involvierten sagen: Schauen Sie, diesen Auftrag können wir nicht erteilen, bis das oberste Organ dazu ja sagt. Bei uns ist das die Gemeindeversammlung. Dann erst können wir diesen Kredit auslösen.

Der Regierungsrat hat in seiner Antwort darauf hingewiesen, dass beispielsweise Informatikprojekte ins stocken kommen oder nicht rechtzeitig ausgelöst werden könnten, wenn man die Motion so umsetzt, wie gefordert. Dafür habe ich ein gewisses Verständnis. Ich glaube aber auch nicht, dass ein Informatikgeschäft eine grosse Angriffsfläche für ein Referendum bietet.

Ich bin natürlich klar der Meinung, dass wir die ordentlichen Wege vereinheitlichen und unser demokratisches System sowie unseren Verfassungsauftrag einhalten müssen. Nach meiner Auffassung sind wir als Parlament gemeinsam mit dem Regierungsrat gefordert. Wenn die Bevölkerung in einer Abstimmung etwas ablehnt und wir dann sagen müssen, das sei dumm gelaufen, ergibt das ein schlechtes Bild. Die Bevölkerung hat zwar abgestimmt, aber das Geld ist leider bereits ausgegeben.

Wir mussten das vor allem bei den letzten Kreditgeschäften für das Asylwesen feststellen. Bei diesem konkreten Kredit hat man die Rechnung ohne das Volk gemacht. Es hat diesen Sozialhilfekredit abgelehnt. Und der Unmut entstand nach der Abstimmung, als man ihm sagen musste: Es tut uns leid, aber ein gewisser Teil wurde bereits ausgegeben. Deshalb wäre ich Ihnen dankbar, wenn Sie diese Motion nicht abschreiben würden. Da müssen wir genau hinschauen, damit wir unseren Verfassungsauftrag einhalten. Ich kann auch nicht ganz nachvollziehen, wenn man hinterher mit Mehrkosten argumentiert.

La présidente. Es gibt mehrere Mitmotionäre, möchte sich jemand von Ihnen jetzt äussern? – Das ist nicht der Fall. Dann kommen wir zu den Fraktionsvoten.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Grossrat Knutti hat richtig gesagt, dass wir hier eine Nachbesinnung zum Asylsozialhilfekredit machen, über den das Volk abgestimmt hat. Ich spreche nun zu den Traktandum 48 und 49 gemeinsam. Es geht um denselben Inhalt und dasselbe Problem, nämlich um den erwähnten Kredit.

Das hier als Motion vorgebrachte Anliegen betrifft die Kantonsverfassung. Dort müssen wir nichts unternehmen, ausser dass wir als Politiker unsere Verantwortung wahrzunehmen haben. Darauf komme ich gerne genauer zu sprechen. Das oberste Organ in besagtem Geschäft ist selbstverständlich das Stimmvolk, und dieses konnte über ein Referendum beigezogen werden. Man hat hier im Grossen Rat entschieden, welche Variante in diesem UMA-Wesen eingeschlagen wird. Man hat darüber abgestimmt und mit erdrückendem Mehr die Variante 4 genehmigt. Danach wurden die entsprechenden Aufträge für zwei Jahre herausgegeben, und man hat sie später auf vier Jahre verlängert. Die in diesem Prozess gefassten Beschlüsse wurden nicht mit dem Referendum angegriffen. Dementsprechend wurden sie rechtsgültig, und man konnte die entsprechenden Verträge machen. Das Problem entstand erst später mit einem unglücklichen Kredit, den wir so nicht hätten machen dürfen. Dort haben die Regierung und die Sicherheitskommission einen Fehler gemacht. Wir hätten den Nachkredit und die entsprechenden verbindlichen Aufträge nicht miteinander vermischen und ein Paket daraus machen dürfen.

Die Regierung hat das gut gemeint. Sie wollte damit dem Grossen Rat möglichst viel Transparenz geben. Aber gut gemeint und gut gemacht sind hier zwei verschiedene Dinge. Im Nachhinein ist man klüger. Aber das Referendumskomitee hat danach dem Volk mit Plakaten überall erklärt, man wolle 105 Mio. Franken ablehnen. Doch aus der Abstimmungsbotschaft ging klar hervor, dass man nicht 105 Mio. Franken sparen kann, und das war auch jedem, insbesondere den Mitgliedern der Sicherheitskommission, jederzeit klar. Wer etwas anderes sagt, belügt das Volk.

Zudem weise ich darauf hin, dass jeder hier im Grossen Rat, der eine Aktion wie ein Referendum übernimmt, dafür die Verantwortung trägt. Und dass das Komitee dem Volk gesagt hat, man könne 105 Mio. Franken sparen, war verantwortungslos. Das muss hier ganz deutlich gesagt werden! Man kann das Problem nicht mit solch scheinheiligen Motionen lösen. Regierung und Sicherheitskommission haben den Fehler gemacht, diesen Kredit nicht zurückzuweisen. Dazu stehe ich. Aber dass man per Referendum das Volk getäuscht hat und sich nun noch als grossen Helden feiern lassen will, ist daneben. Entschuldigen Sie, wenn ich etwas laut geworden bin, aber das macht mich irgendwo auch wütend.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Die BDP-Fraktion kann sich im Grundsatz diesem Vorstoss anschliessen und ist klar der Meinung, dass Kreditgeschäfte gut und fundiert geplant, vorbereitet und auch präsentiert werden müssen. Gleichzeitig stellen wir uns die Frage, ob das nicht schon heute so gut wie möglich gemacht wird. Unseres Erachtens kommen die Kreditgeschäfte vorbereitet, detailliert und fundiert daher, und wir erhalten die nötigen Unterlagen und Informationen. Wir kennen aber die

Hintergründe dieser Motion, und Grossrat Knutti hat es selber gesagt: Es ist eine Asylreferendums-motion.

Das System zwingt uns, in speziellen Fällen vom Grundsatz abzuweichen, dass Kreditgeschäfte rechtzeitig und bevor Geld ausgegeben wird, vor das zuständige und kompetente Organ gebracht werden. Es gibt Notsituationen, wo Geld ausgegeben werden muss, bevor das zuständige Organ dazu Stellung nehmen kann. Denken wir an die Felsstürze im Bündnerland oder an die Überschwemmungen der vergangenen Jahre. Dort musste sofort gehandelt und sofort Geld gesprochen werden, um noch grössere Schäden zu verhindern.

Für solche Fälle haben wir die gesetzlichen Grundlagen, damit der Regierungsrat in eigener Kompetenz entscheiden kann. Es gibt aber auch andere Beispiele wie das Asylwesen. Wer kann eineinhalb Jahre im Voraus sagen, wie viele Asylbewerber über die Grenzen kommen und was diese dann kosten werden?

Wenn wir die Motion wortgetreu umsetzen würden, könnten wir die Asylbewerber weder unterbringen noch ernähren, bis der Grosse Rat die nötigen Kredite gesprochen hätte, die Referendumsfrist verstrichen und eine allfällige Volksabstimmung durchgeführt worden wäre. Das ist nicht realistisch. Ein anderes Beispiel: Anschliessend werden wir bei den VOL-Geschäften über einen Nachkredit für Landschaftsqualitätsbeiträge beschliessen. Wenn wir dort auch die Referendumsfrist und eine allfällige Volksabstimmung abwarten müssten, dann würden die Bauern ihre Beiträge für das, was sie 2017 zugute haben, erst 2019 erhalten.

Sie sehen also anhand dieser Beispiele, dass es zwar Ausnahmen gibt, aber die meisten Kredite nach den Vorgaben der Kantonsverfassung gehandhabt werden. Artikel 105 Absatz 1 der Kantonsverfassung schreibt vor: «Jede Ausgabe setzt eine Rechtsgrundlage, einen Voranschlagskredit sowie einen Ausgabenbeschluss des zuständigen Organs voraus.» Das Gesetz sieht aber auch Ausnahmen vor. Im Gesetz über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLG) Artikel 54, Absatz 4 steht: «Ist das Einholen eines Zusatzkredits beim zuständigen Organ vor dem Eingehen der Verpflichtung nur mit bedeutenden nachteiligen Folgen möglich, dürfen unaufschiebbare Verpflichtungen durch die sachlich zuständige Stelle eingegangen werden.» Das sachlich zuständige Organ ist aber nicht immer das finanzkompetente Organ.

Unseres Erachtens hält sich die Regierung an diese Vorgaben. Die BDP-Fraktion beantragt, den Antrag der Regierung zu unterstützen. Wir stimmen einstimmig für Annahme und gleichzeitige Abschreibung.

Daniel Bichsel, Zollikofen (UDC). Im Namen der SVP-Fraktion verdanken wir der Regierung unter der Federführung der Finanzdirektion die schriftliche Beantwortung dieser Motion. Daraus geht klipp und klar hervor, dass Ausgaben gemäss den geltenden Rechtsgrundlagen, ohne Wenn und Aber, vor dem Eingehen einer Verpflichtung durch das finanzkompetente Organ zu bewilligen sind.

Dabei sind auch mögliche Volksentscheide, die durch ein Referendum erwirkt werden, mit einzuplanen. Müssen Verträge aus irgendwelchen Gründen vor dem entsprechenden Entscheid unterzeichnet werden, müssen sie unseres Erachtens zwingend einen Passus enthalten, wonach die Zustimmung des finanzkompetenten Organs für ihre Rechtswirkung vorbehalten bleibt.

Die SVP-Fraktion wird diese Motion einstimmig unterstützen. Die Motionsforderung stellt einen Dauerauftrag an Regierung und Verwaltung dar. Deshalb kann man sich tatsächlich fragen, ob diese Motion bereits zum jetzigen Zeitpunkt abgeschrieben werden soll. Die SVP-Fraktion ist der Auffassung, dass die Abschreibung gegenwärtig ein falsches politisches Zeichen aussenden würde. Solange die Frage bezüglich des UMA-Kredits noch nicht vollständig geklärt ist, möchte die Fraktion diesen Vorstoss als nicht erledigt betrachten. Deshalb lehnt die SVP die gleichzeitige Abschreibung der Motion ab und bittet Sie, dasselbe zu tun.

Daniel Hügli, Biel/Bienne (PS). Es ist ziemlich offensichtlich, weshalb wir heute diese Debatte führen. Ich muss das wohl nicht weiter ausführen. Es geht einzig darum, eine gewisse Öffentlichkeit zu schaffen. Die Rechtsvorgaben sind klar, wie die sehr ausführliche Antwort des Regierungsrats darstellt. Der Regierungsrat zeigt auch, dass er sich daran halten wird, aber immer mit der nötigen Effizienz. Dass ein solcher Vorstoss ausgerechnet von den Fraktionen und Parteien kommt, die immer Effizienz predigen, erstaunt sehr. Deshalb unterstützt die SP-JUSO-PSA-Fraktion diesen Vorstoss nicht und wird ihn allenfalls abschreiben.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Die vorliegenden beiden Motionen aus den Traktanden 48 und 49 verlangen etwas Selbstverständliches, wie die Regierungsantwort beschreibt. Ich äussere

mich jetzt zu beiden. Grossrat Etter hat bereits ausgeführt, dass diese Dinge in der Verfassung und in der Gesetzgebung geregelt sind und klar ist, welches die finanzkompetenten Organe sind. Die grüne Fraktion ist derselben Meinung wie die Regierung: annehmen und abschreiben. Was hier gefordert wird, ist der normale Gang der Geschäfte. Ich danke Grossrat Wenger für sein emotionales Votum. Es hat sehr genau gezeigt, dass es hier nicht nur darum geht, was im Motionstext steht, sondern um eine Nachbearbeitung der Volksabstimmung über die Unterbringung minderjähriger Asylsuchender.

«Gouverner, c'est prévoir.» Das ist für die grüne Fraktion in diesem Geschäft wichtig. Wenn etwas geschieht, dann muss die Regierung handeln. Wir waren hier mit der Tatsache konfrontiert, dass immer mehr junge Menschen bei uns Schutz suchten. In der Regierungsantwort zum zweiten Vorstoss, demjenigen von Grossrätin Gschwend, wird sehr deutlich ausgeführt, dass man mehrjährige Kredite nicht einfach am Abstimmungstag künden kann. Das heisst eben «gouverner». Man muss für die Unterbringung eine neue Lösung haben. Die UMA lösen sich trotz dieser Abstimmung nicht in Luft auf, und sie brauchen Unterstützung, Schutz und Unterbringung. Hier müssen wir eine neue Lösung finden, und wir sind froh, dass die Regierung daran arbeitet. Man kann sie nicht einfach plötzlich im Regen stehen lassen.

Fazit: Die grüne Fraktion unterstützt die Regierung. Beide Punkte sind eine Selbstverständlichkeit. Und wie Grossrat Wenger gesagt hat, war es nicht seriös vom Referendumskomitee, zu versprechen, man könne 105 Mio. Franken sparen. Stattdessen müssen wir hier im Rahmen einer neuen Vorlage betrachten, wie diese Unterbringung anders gemacht werden kann. Klar ist aber, dass diese Unterbringung Kosten verursacht. Daran ändert nichts, was das Volk bestimmt hat. Sie waren gegen die damalige Vorlage. Das ist zu respektieren! Aber nun wird es eine neue Vorlage geben müssen. Fazit: Annahme und Abschreibung beider Motionen!

Carlos Reinhard, Thoune (PLR). Die FDP die Liberalen, schliessen sich der Antwort von Grossratskollege Bichsel an. Auch die FDP ist der Meinung, dass die Antwort des Regierungsrats richtig ist, und wir unterstützen seine Analyse. Dennoch bestreiten wir die Abschreibung, weil nun alle diese Geschäfte und Verträge in der Finanzkommission geprüft werden. Wenn man abschreiben würde, wäre kein Auftrag mehr vorhanden.

Wir unterstützen also diese Motion und schreiben nicht ab. Doch das darf nicht zur Folge haben, dass die Voranschläge des Regierungsrats ungenau werden und bei jedem Geschäft eine Sicherheitsmarge eingerechnet wird. Das wäre nicht die Zielsetzung dieses Vorstosses.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Wir haben es bereits mehrmals gehört: Wir haben die gesetzlichen Grundlagen in der Kantonsverfassung und im FLG. Darüber müssen wir wohl nicht mehr gross diskutieren. Hier geht es um einen Kreditbeschluss für eine vertragliche Abmachung, die fortlaufend und daher etwas schwieriger vorausszusehen ist. Grossrat Wenger hat es gesagt: In dieser Situation mit den UMA wurde ein Vertrag abgeschlossen und man wollte ihn verlängern. Zudem wurde man plötzlich überrannt, weil viel mehr UMA zu uns kamen als erwartet. Somit war das eine schwer einschätzbare Situation, die man nicht vorhersehen konnte. Deshalb hat man in der Berechnungsgrundlage einen Mix zwischen fortlaufenden Verpflichtungen und einem zusätzlichen Peak gemacht, den man auffangen musste. Das ist eine schwierige Situation, und man muss immer wieder den Finger auf dieses Problem halten. Aber ich glaube, die Regierung hat das in einem pragmatischen Ansatz zu lösen versucht. Und Pragmatismus ist in solchen Situationen gefragt.

Dieses Problem gibt es bei wiederkehrenden Ausgaben immer wieder. Wir haben Nachkredite plus einen Peak, aber die glp-Fraktion ist der Meinung, solche Situationen müsse man nicht buchstabengetreu, sondern eben pragmatisch angehen. Sie kommen ja nicht jeden Tag vor, und gerade der Peak im Asylbereich hat sich nun wieder abgeflacht und wird sich noch weiter abflachen. Ich möchte daher dieses «Asylsüppi» nicht wieder aufkochen. Wir wissen, dass wir mit wiederkehrenden Ausgaben sorgfältig umgehen müssen, und ich glaube, das tut die Regierung. Sie hat diesen Dauerauftrag und erfüllt ihn gut und richtig in unserem Sinn. Die glp ist für Annahme und gleichzeitige Abschreibung dieser Motion.

La présidente. Wir kommen zu den Einzelsprechern.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). In letzter Zeit geschah es immer wieder, dass hier im Grossen Rat Kredite genehmigt wurden, bei denen das Geld bereits verwendet worden war. Zuletzt

geschah das beim Asylsozialhilfekredit, den das Volk am 21. Mai abgelehnt hat. Ganz offensichtlich war das eine grosse Überraschung für alle.

Zum Votum von Kollege Wenger: Erklären Sie mir, wie man künftig demokratische Rechte ausüben und das Volk als Souverän abschliessend bestimmen lassen soll, wenn die Kohle immer bereits weg ist, wenn das Geschäft in den Rat kommt. Dann müssen wir ehrlich sein und sagen, das Volk kann nicht mehr abstimmen, denn «dr Mischts isch scho gharret». Diesen Vorstoss haben wir ja eingereicht, damit das Volk echte Rechte ausüben kann. Daher bitte ich Sie alle, auch Grossrat Wenger, diesem Vorschoss zuzustimmen, damit das Volk die echten Rechte ausüben kann. Ohne die vorliegende Forderung wäre das ja gar nie möglich.

Dass dies kein Geschäft zum Abschreiben ist, haben wir alle am aktuellen Beispiel vom 21. Mai erfahren können. Deshalb danke ich Ihnen für Ihre Zustimmung ohne Abschreibung, im Sinne der direkten Demokratie.

La présidente. Als weiterer Einzelsprecher Grossrat Bichsel. Er trägt nun den Hut des Präsidenten der Finanzkommission.

Daniel Bichsel, Zollikofen (UDC), président de la CFin. Als FiKo-Präsident möchte ich hier öffentlich bekannt geben, dass sich die FiKo dem Thema der Verträge rund um die UMA-Geschichte annimmt, und noch weiter abklärt, wer, wie, wann, welchen Vertrag mit welchen Vorbehalten und so weiter abgeschlossen hat. Ich melde das hier einfach, damit klar ist, dass wir dort dran sind. Vereinzelte Sprecher haben bereits darauf hingewiesen und andere werden das vielleicht noch bei der nächsten Motion tun.

Markus Wenger, Spiez (PEV). Ich antworte gerne auf die Frage von Grossrätin Gschwend. Wir haben einer bestimmten Variante für das UMA-Geschäft in der Sicherheitskommission und später auch hier im Parlament zugestimmt und einen ersten Kredit gesprochen. Zu diesem Zeitpunkt lagen keine Verträge vor, wir haben der Regierung auf zwei Jahre hinaus den Auftrag gegeben, dieses Geschäft entsprechend zu entwickeln. Später haben wir, mit einem Nachkredit zur ersten Variante, einen zweiten Auftrag gegeben, der über vier Jahre läuft. Die Regierung hatte somit einen klaren Auftrag, bis wann dieses Geschäft gültig ist und zu welchen Rahmenbedingungen es abgehandelt werden soll. Die Rahmenbedingung war der Stückpreis. Dass die Menge nachher zugenommen hat, war nicht vorhersehbar. Deshalb lief dieses Geschäft völlig korrekt ab. Man hätte am Anfang, also beim ersten Mal, oder später, als wir es auf vier Jahre ausweiteten, das Referendum ergreifen müssen und nicht erst später – als der Zug bereits in Fahrt war – sagen sollen, nun müsse man das Ganze bremsen. Soweit meine Erklärung.

In meiner Emotion habe ich vorher vergessen zu sagen, dass die EVP selbstverständlich beiden Motionen zustimmt, denn das ist Staatsrecht. Deshalb kann man nichts anderes tun. Aber wir werden beide Motionen abschreiben, weil ihre Forderungen erfüllt sind.

Adrian Haas, Berne (PLR). Ich wollte noch kurz die Bemerkung des FiKo-Präsidenten aufnehmen. In der Fraktion gingen wir ursprünglich davon aus, dass man diese Motion abschreiben kann. Aus unserer Sicht ist nämlich alles korrekt abgelaufen, und man muss auch nicht irgendwelche gesetzlichen Grundlagen ändern. Wenn die FiKo diese Verträge nun noch anschauen will, sind wir aber bereit, hier die Abschreibung nicht zu gewähren. Man soll uns nicht später den Vorwurf machen können, wir seien nicht offen an diese Sache herangegangen. Aber grundsätzlich sind wir der Auffassung, dass dabei auch nicht wahnsinnig viel Neues herauskommen wird. Aber hinschauen darf man natürlich.

La présidente. Es gibt keine weiteren Einzelsprecherinnen oder Einzelsprecher mehr. Motionär Knutti hat das Wort vor dem Regierungsrat gewünscht.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). «Jede Ausgabe setzt eine Rechtsgrundlage, einen Vorschlagskredit sowie einen Aufgabenbeschluss des zuständigen Organs voraus.» Das beinhaltet Artikel 105 unserer Kantonsverfassung. Hier geht es nicht um eine Asyldebatte. Wir verlangen im ersten Punkt, dass «[...]die Referendumsfrist und eine allfällige Volksabstimmung einberechnet werden» und im zweiten, dass «[...]bis zum Entscheid des zuständigen finanzkompetenten Organs keine Umsetzungsschritte mit Kostenfolgen eingeleitet und kein Geld des zu sprechenden Kredits verbraucht wird». Wenn man Artikel 105 nachleben will, könnte man dem meines Erachtens zu-

stimmen. Dass gewisse Personen Verdauungsschwierigkeiten wegen dem 21. Mai haben, kann ich nachvollziehen. Aber unser Chef hier im Grossen Rat ist das Volk, und ich bitte auch diejenigen, die damit Mühe haben, das zu akzeptieren.

Im letzten September haben wir diese Vorlage hier im Grossen Rat behandelt und den 105 Mio. Franken zugestimmt. Dieser Kredit wurde dem Referendum unterstellt und das Referendumskomitee, bestehend aus SVP und EDU, hat sich erlaubt, ein demokratisches Recht wahrzunehmen und über 10 000 Unterschriften gesammelt. Ich bin sehr erstaunt, wenn man uns nun hier vorwirft, wir hätten den Leuten Sand in die Augen gestreut.

Die Regierung hat uns den Vorschlag über 105 Mio. Franken unterbreitet. Und dass die 105 Mio. Franken im Referendumstext standen, geschah wegen der Vorlage, die wir behandelt haben. Ich wäre froh, wenn die Finanzdirektorin das noch bestätigen oder mir zumindest zu sagen könnte, was wir falsch gemacht haben. Deshalb bin ich vor ihr sprechen gekommen. Was haben wir bei dieser Vorlage falsch gemacht? Wir haben das Referendum ergriffen, das ist ein demokratisches Recht. Mehr haben wir nicht machen können. Ich bitte Sie, das zu unterstützen. Sonst haben wir keine grosse Differenz bezüglich dieses Vorstosses. Ich bin froh, wenn Sie ihn nicht abschreiben, damit auch die Bevölkerung merkt, dass das Parlament dem nachleben will. So, wie es sich eigentlich gehört.

Beatrice Simon, directrice des finances. Die Ausgangslage ist meines Erachtens klar, und die geltende Gesetzgebung legt ja fest, dass eine Ausgabenbewilligung rechtzeitig vor der Realisierung einzuholen ist. Das ist wohl allen klar. Entsprechend werden Verpflichtungen grundsätzlich erst dann eingegangen, wenn ein definitiver Kreditbeschluss des zuständigen Organs vorliegt. Zudem wird darauf geachtet, dass keine Gelder vor Ablauf der Referendumsfrist verpflichtet werden. Müssen vorrangig zu einem Kreditbeschluss vertragliche Abmachungen getroffen werden, unterstehen diese selbstverständlich dem Vorbehalt der Zustimmung des finanzkompetenten Organs. Das ist gängige Praxis im Kanton Bern. Bei einmaligen Ausgaben ist es verhältnismässig problemlos möglich, das so umzusetzen und die rechtlichen Rahmenbedingungen einzuhalten.

Bei grösseren Vorhaben ist häufig eine Projektierungsphase vorgeschaltet, für die gemäss der Gesetzgebung eine gesonderte Ausgabenbewilligung eingeholt wird. Damit können eben auch notwendige Vorarbeiten geleistet werden, ohne dass bereits eine langfristige Verpflichtung eingegangen werden muss. Müsste man nun aber in jedem Fall die Frist für eine allfällige Volksabstimmung einberechnen, wäre das aus Sicht des Regierungsrats nicht praktikabel und kaum umsetzbar. Das würde zu Projektverzögerungen und nicht unerheblichen Mehrkosten führen. Doch gerade das Thema Mehrkosten wäre wiederum nicht mit den Vorgaben der Verfassung zu vereinbaren, denn die Behörden sind nämlich angehalten, den Finanzhaushalt wirtschaftlich und sparsam zu führen. Deshalb ist der Regierungsrat der Meinung, dass die Fristen für eine allfällige Volksabstimmung nur dann berücksichtigt werden, wenn ein Referendum wahrscheinlich ist.

Geht es nicht um einmalige, sondern um wiederkehrende Ausgaben, gestaltet sich das Ganze etwas schwieriger, das muss ich zugeben. In der Regel bestehen in solchen Fällen ja nämlich bereits Verpflichtungen aus bisherigen Verträgen, die nahtlos abgelöst werden sollten. Bei Ausgaben in der Finanzkompetenz des Grossen Rats ist der zeitliche Vorlauf unter Berücksichtigung der Referendumsfrist erheblich. Dies kann dazu führen, dass finanzielle Vorteile, wie beispielsweise sinkende Preise gerade bei Hardwarebeschaffungen, aufgrund langer Vorlaufzeiten nicht genutzt werden können.

Nicht wahr, liebe Grossrätinnen und Grossräte, vergessen wir eines nicht: Seit der Parlamentsrechtsreform ist die Umschreibung der gebundenen Ausgaben wesentlich restriktiver, und der Grosse Rat beschliesst insbesondere bei wiederkehrenden Geschäften auch über Geschäfte, bei denen eigentlich kein grosser Handlungsspielraum besteht. Deshalb ist es aus Sicht der Regierung problematisch, wenn kategorisch für sämtliche Geschäfte die Referendumsfrist eingerechnet werden müsste. Das würde zu unnötigen Verzögerungen führen. Deshalb ist der Regierungsrat der Meinung, das könne man so nicht umsetzen und empfiehlt Ihnen die Motion als solche zur Annahme, aber gleichzeitig auch zur Abschreibung. Wir leben dem nach, vergessen dabei aber auch nicht die Wirtschaftlichkeit, der wir gemäss Verfassung verpflichtet sind, und wir gehen das mit gesundem Menschenverstand an.

Nun zur Frage von Herrn Grossrat Knutti: Ich werte das Ganze nicht, sondern sage lediglich: Es ist ein demokratisches Recht, das Referendum zu ergreifen – nicht mehr und nicht weniger.

La présidente. Wir kommen zur Abstimmung über Traktandum 48, das ist eine Motion und bleibt auch eine. Wer diese Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 106

Non 34

Abstentions 2

La présidente. Sie haben diese Motion angenommen. Nun stimmen wir über ihre Abschreibung ab. Wer die Abschreibung annimmt, stimmt ja. Wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil:

Adoption du classement

Oui 79

Non 63

Abstentions 0

La présidente. Sie haben der Abschreibung zugestimmt.